



SYNDICAT NATIONAL DE
L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE



Education Internationale
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación



- RAPPORT -

**ETAT DES LIEUX DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES
PUBLIQUES DU PREMIER ET DEUXIÈME CYCLES
DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL
DANS LE DISTRICT DE BAMAKO**

Juin 2009

**SYNDICAT NATIONAL DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE
(SNEC)**

RAPPORT

**ETAT DES LIEUX DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES
PUBLIQUES DU PREMIER ET DEUXIEME CYCLES DE
L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DANS LE DISTRICT DE
BAMAKO**

Consultants :

Abdoul baky Maiga

Mahamar Hamadi

Tel : 79 06 87 56

Juin 2009

SOMMAIRE

Sommaire	1
I. Introduction	2
1.1. Contexte de l'étude	2
1.2. Objectifs et résultats de l'étude	4
1.2.1. Objectif général.....	4
1.2.2. Objectifs spécifiques.....	4
1.2.3. Résultats de l'étude.....	4
II. Approche Méthodologique	5
2.1. Caractéristiques de l'échantillon	5
2.2. Sites de l'étude	5
2.3. Cibles de l'étude	5
2.4. Analyse et traitement des données	6
III. Résultats de l'étude	6
3.1. Etat des lieux des infrastructures scolaires	6
3.2. Caractéristiques et état des salles de classe	11
3.2.1. Nature et état des murs dans le district de Bamako.....	11
3.2.2. Nature et état des toitures.....	12
3.2.3. Situation des équipements	13
3.3. Obstacles/Défis	15
a. Insuffisance des infrastructures.....	15
b. Faiblesse des ressources financières.....	15
3.4. Suggestions des groupes cibles pour améliorer la qualité des infrastructures -	16
IV. Conclusions et Recommandations	17
ANNEXES	20
1. Termes de Références	
2. Outils de collecte	

I. Introduction

Aucune société ne peut se développer sans assurer un minimum d'éducation à tous ses enfants, et l'école offre cette opportunité. Ce faisant, le gouvernement du Mali, en indiquant clairement que l'éducation de base constitue la priorité numéro un du PRODEC, reconnaît par là même le rôle incontournable de l'éducation dans le développement et la croissance économique.

Cette volonté politique de l'Etat malien s'est réaffirmée à Dakar en 2000 lors du sommet international de l'éducation en faveur de l'EPT.

Au cours du forum sur la gestion de l'école en mode décentralisé, tenu du 18 au 19 février 2003, on est arrivé entre autres à la compréhension commune de la progressivité et même du principe de transfert de compétences et de ressources aux collectivités territoriales et de la définition des rôles et responsabilités des autres acteurs de l'école.

En dépit des efforts du gouvernement pour améliorer l'éducation de base, il reste beaucoup à faire et la société civile est là pour lui rappeler les engagements qu'il a pris à Dakar et pour influencer sur les décisions politiques. La société civile doit continuer de renforcer sa voix et de travailler avec les populations, afin qu'ensemble, elles puissent maintenir les engagements nationaux en vue de la réalisation des buts de l'Education Pour Tous.

Cette étude va contribuer à la réalisation de ces buts cruciaux, en apportant un éclairage sur les infrastructures scolaires publiques du premier et deuxième cycles de l'enseignement fondamentale dans le district de Bamako.

1.1. Contexte de l'Etude

Pays Sahélien de plus de 12 millions d'habitants, le Mali est un pays caractérisé entre autres par la pauvreté, l'analphabétisme, l'enclavement etc. L'économie, est tributaire de l'agriculture et de l'élevage, activités souvent soumises aux aléas climatiques. Les conflits dans plusieurs pays limitrophes créent un contexte sous-régional instable avec des risques de conséquences négatives pour le pays.

Au cours des dernières années, le Mali a connu une stabilité politique remarquable, un renforcement du processus démocratique et de la décentralisation. Il existe une volonté politique pour améliorer la situation des enfants comme en témoignent la décision pour la gratuité de l'éducation de base, et la fixation du délai 2012 pour l'atteinte de 100% du taux de scolarisation (PDES du chef de l'Etat, paragraphe 8.1 : L'Education).

En effet, le Mali à l'instar de la communauté internationale, s'est engagé pour l'atteinte des Objectifs de l'E.P.T et de ceux du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015.

Cet engagement s'est traduit au niveau national par les orientations du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et du Programme Décennal pour le développement de l'éducation (PRODEC).

Cette volonté de l'Etat est soutenue par les partenaires au développement (institutions de la coopération multilatérale et bilatérale, organisations internationales et nationales non gouvernementales, secteur privé...), qui apportent les appuis techniques et financiers nécessaires en vue d'insuffler une énergie nouvelle au développement de l'éducation de base et de parvenir à une plus grande responsabilisation des collectivités territoriales. De plus en plus, les populations reconnaissent le bien fondé de la scolarisation des enfants en général et celle des filles en particulier, et ceci n'est plus un sujet tabou.

En dépit des efforts, les données en matière d'offre éducative sont encore en dessous des attentes. Le secteur de l'éducation reste caractérisé par une faible qualité de l'enseignement, avec un système éducatif coûteux(en dépit de la gratuité de l'enseignement primaire dans les textes, dans les faits les parents continuent de payer des faux frais) et peu performant. Le taux brut de scolarisation (TBS) mixte est passé de **67,0%** en 2002-2003 à **75%** en 2005-2006 et à 80% en 2007 – 2008. Malgré la priorité donnée à l'éducation des filles, l'écart entre TBS des garçons (85,1% en 2005-2006) et celui des filles (65,1% en 2005-2006) reste très important. Le TBS en 2006-2007 est de 87,5 % pour les garçons et 68,0% pour les filles. Le taux d'achèvement du premier cycle est de 42,9 % et de 63,9% respectivement pour les filles et les garçons en 2006-2007.

Différentes études et investigations de terrain font ressortir comme goulots d'étranglements entre autres :

- la faible qualité de l'enseignement (ratio élève/enseignant, changements fréquents de programme d'enseignement, non disponibilité de matériels scolaires....) et le faible taux de réussite des enfants qui engendrent le désintérêt des parents de l'école ;
- l'inexistence de locaux spacieux et suffisants, de latrines ou de latrines séparées pour les filles et les garçons,
- la non effectivité du transfert de ressources aux collectivités territoriales ;
- La méconnaissance par les acteurs locaux de l'école de leurs rôles et responsabilités dans la gestion de l'école en mode décentralisée ;

A cela s'ajoute le fait que, les initiatives entreprises dans différentes localités et à différents niveaux, sont méconnues des uns et des autres, du fait d'un manque de synergie des actions. Par exemple dans la majorité des cas, il n'y a pas de cadre de concertations locales, à l'échelle communale. Aussi, il n'existe pas un cadre formel et opérationnel entre les ONG (internationales et nationales) intervenant dans l'éducation et l'Etat.

Cette situation menace non seulement l'accès, mais aussi la qualité de l'enseignement, notamment dans les six (6) communes du district de Bamako où le taux de scolarisation connaît une progression notable.

Pour circonscrire le caractère précaire des infrastructures dans le district de Bamako, le SNEC, membre de la Coalition Nationale EPT entend faire un plaidoyer auprès des autorités éducatives, des élus nationaux et locaux et tous les partenaires de l'école.

Il ressort de l'analyse de cette situation, la nécessité d'un leadership plus effectif et plus concerté comme alternative pouvant contribuer à relever substantiellement à terme, le taux de scolarisation et d'achèvement du fondamental par les filles et les garçons à travers l'amélioration de la situation de l'environnement scolaire.

Une telle dynamique, nécessite de la part des leaders des organisations oeuvrant dans le secteur de l'Education, un travail ardu de gestion et d'action. C'est pour impulser cette dynamique et soutenir les leaders dans cet effort individuel et collectif, que le Syndicat National de l'Education et de la Culture (SNEC) a convenu d'entreprendre cette étude au profit des acteurs de l'éducation de Base au Mali.

Pour réellement atteindre l'Education pour tous, le défi ne consiste pas seulement à garantir un accès universel à l'éducation, mais également à offrir une éducation de bonne qualité à travers l'existence d'infrastructures adéquates.

Cette étude commanditée par le SNEC (voir TDR annexe 1) est une contribution à l'amélioration de l'état des infrastructures scolaires dans les six communes du district de Bamako pour une éducation de qualité pour Tous.

1.2. Objectifs et Résultats attendus de l'étude

1.2.1. Objectif général

Contribuer à l'amélioration de l'état des infrastructures scolaires dans les six communes du district de Bamako pour une éducation de qualité pour Tous.

1.2.2 Objectifs spécifiques

- ✓ Faire l'état des lieux des infrastructures scolaires publiques dans les six (6) communes du district de Bamako,
- ✓ Identifier et analyser les obstacles pour l'accès aux différentes infrastructures,
- ✓ Faire des propositions d'alternatives pour l'amélioration des infrastructures.

1.2.3. Résultats attendus :

- ✓ Un état des lieux des infrastructures scolaires dans le district de Bamako est fait,
- ✓ Une analyse des obstacles est effectuée,
- ✓ Des propositions d'alternatives sont formulées en vue de mieux mener un plaidoyer en faveur

II. Approche Méthodologique

La réalisation d'une étude aussi capitale a nécessité une approche largement participative de tous les acteurs. Pour ce faire, elle était basée sur une approche composite axée sur **l'analyse documentaire**

et l'**enquête de terrain** qui ont été menées par les consultants qui ont élaboré les principaux outils de collecte des données notamment le guide d'entretien (voir annexe 2).

Le guide d'entretien est structuré comme suit :

- Nature et état des salles de classe : nombre et localisation
- Nature et état des toitures : nombre et localisation
- Ratios élèves/Maître
- Obstacles/Difficultés
- Propositions de solutions

2.1. Caractéristiques de l'échantillon :

La liste des acteurs rencontrés et le taux d'échantillonnage en fonction des catégories ont été convenus avec le SNEC, le commanditaire.

2.2. Sites de l'étude :

La présente étude a lieu dans les six (6) communes du district de Bamako.

2.3. Cibles de l'étude :

Les cibles de l'étude ont été :

- ✓ Les deux (2) Académies d'Enseignement et les douze (12) Centres d'Animation Pédagogique (CAP) du district de Bamako,
- ✓ Les différents Syndicats d'enseignants
- ✓ Les Comités de Gestion Scolaire
- ✓ Les Enseignants,
- ✓ Les élèves
- ✓ Les Partenaires Techniques et Financiers,
- ✓ Les OSC oeuvrant dans le domaine de l'éducation de base
- ✓ La FENAPEEM

2.4. Analyse et traitement des données

L'analyse des données de l'enquête combinée à la revue documentaire a permis la production du présent rapport.

III. Résultats de l'étude

3.1. Etat des lieux des infrastructures scolaires

Au Mali, l'éducation de base publique est assurée, par le Gouvernement Malien qui fournit les locaux et le personnel enseignant. L'éducation de base comprenant le premier cycle et le second cycle de l'enseignement fondamental.

La conjugaison des efforts fournis par l'état et les partenaires ont permis d'enregistrer des résultats forts appréciables pendant ces dernières années. Le nombre d'écoles fondamentales publiques a connu une augmentation importante passant de 4 592 en 2005/2006 à 5 133 en 2007/2008 soit environ 10,5% d'augmentation entre 2005 et 2008. Les effectifs scolaires sont passés de 1 297 131 à 1 453 078 entre 2005 et 2008 soit un taux d'accroissement de 10,7%.

Les salles de classe sont passées de 18 181 à 19 890 pour la même période soit un taux d'accroissement de 8,6% seulement.

Le ratio élève/maître reste toujours élevé au premier cycle soit 64.

Dans le district de Bamako, l'encadrement de l'enseignement de base se fait par les académies d'enseignement (Académie d'Enseignement Rive Droite et Académie d'Enseignement Rive Gauche) à travers les douze (12) Centres d'Animation Pédagogique.

L'Académie d'enseignement de la rive droite comprend :

- Le Centre d'Animation Pédagogique de Banankabougou,
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Faladié,
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Kalaban Coura et
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Torokorobougou.

Quant à celle de la rive gauche, elle comprend :

- Le Centre d'Animation Pédagogique de Bamako Coura,
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Banconi,
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Bozola,
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Centre Commercial,
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Djélibougou,
- Le Centre d'Animation Pédagogique d'Hippodrome,
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Lafiabougou et
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Sébénicoro.

Les tableaux ci-après donnent la situation des établissements de l'éducation de base par Académie dans le district de Bamako.

